

Rapport financier 2017 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Lachute

Code géographique : 76020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements financiers consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Geneviève Lachance, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Lachute pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes
au budget de Lachute pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-18.
(Date)

Signature _____ Date 2018-06-04

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État consolidé des résultats	7
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	9
État consolidé des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	11
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	14
Situation financière par organismes	15
Charges par objets	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Endettement total net à long terme	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Lachute et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation de la dette nette et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Lachute et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Lachute inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S13, S14, S15, S23-1, S23-2, S23-3 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (1)
Laval, Québec

(1) CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A116671

DATE 2018-06-04

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Budget	Réalisations	
		2017	2017	2016
Revenus				
Taxes	1	15 409 600	15 372 094	14 887 706
Compensations tenant lieu de taxes	2	867 400	1 055 759	1 021 862
Quotes-parts	3			
Transferts	4	9 587 048	2 082 506	1 546 395
Services rendus	5	983 842	1 096 290	1 043 997
Imposition de droits	6	544 800	937 123	634 324
Amendes et pénalités	7	365 800	363 084	381 976
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	188 400	216 726	259 710
Autres revenus	10	2 677 800	514 553	442 174
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		(114 454)	(233 948)
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	30 624 690	21 523 681	19 984 196
Charges				
Administration générale	14	3 192 069	3 241 737	3 387 664
Sécurité publique	15	3 110 100	3 265 270	3 287 501
Transport	16	5 044 600	5 209 471	4 938 562
Hygiène du milieu	17	5 301 487	4 805 790	4 851 144
Santé et bien-être	18	84 700	95 326	98 261
Aménagement, urbanisme et développement	19	864 100	878 318	704 331
Loisirs et culture	20	3 989 600	3 764 997	3 024 811
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 231 300	879 485	928 137
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	22 817 956	22 140 394	21 220 411
Excédent (déficit) de l'exercice	25	7 806 734	(616 713)	(1 236 215)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		61 290 330	62 526 545
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		61 290 330	62 526 545
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		60 673 617	61 290 330

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 654 893	3 519 119
Débiteurs (note 5)	2	10 586 292	12 466 006
Prêts (note 6)	3	120 817	120 817
Placements de portefeuille (note 7)	4	176 903	228 203
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	3 665 822	4 436 384
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	19 204 727	20 770 529
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	788 500	3 680 860
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	4 013 676	3 721 794
Revenus reportés (note 12)	12	600 259	570 972
Dette à long terme (note 13)	13	34 496 779	33 800 298
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	39 899 214	41 773 924
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(20 694 487)	(21 003 395)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	80 296 398	81 217 182
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	413 327	417 245
Stocks de fournitures	19	316 451	322 039
Autres actifs non financiers (note 17)	20	341 928	337 259
	21	81 368 104	82 293 725
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	60 673 617	61 290 330

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget	Réalisations	
		2017	2017	2016
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 806 734	(616 713)	(1 236 215)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	21 167 900) (	3 552 498) (	4 343 152)
Produit de cession	3		70 301	515 874
Amortissement	4	3 952 400	4 441 286	4 367 082
(Gain) perte sur cession	5		(38 305)	(60 936)
Réduction de valeur / Reclassement	6			238 046
	7	(17 215 500)	920 784	716 914
Variation des propriétés destinées à la revente	8		3 918	542
Variation des stocks de fournitures	9		5 588	9 876
Variation des autres actifs non financiers	10		(4 669)	(111 113)
	11		4 837	(100 695)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(9 408 766)	308 908	(619 996)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(21 003 395)	(20 383 399)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(21 003 395)	(20 383 399)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(20 694 487)	(21 003 395)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(616 713)	(1 236 215)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 441 286	4 367 082
Autres			
- (Gain) perte sur cession immo	3	(38 306)	(60 936)
- Provision pour moins-value	4	104 967	285 419
	5	3 891 234	3 355 350
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 879 714	(67 985)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	291 882	(445 740)
Revenus reportés	9	29 287	307 686
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	3 918	542
Stocks de fournitures	12	5 588	9 876
Autres actifs non financiers	13	(4 669)	(111 113)
	14	6 096 954	3 048 616
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(3 552 498)	(4 343 152)
Produit de cession	16	70 301	515 874
	17	(3 482 197)	(3 827 278)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(66 108)	(185 602)
Remboursement ou cession	19	650 788	810 692
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	716 896	996 294
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	4 865 600	461 200
Remboursement de la dette à long terme	24	(4 190 880)	(4 231 408)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(2 892 360)	2 868 260
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	21 761	51 842
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(2 195 879)	(850 106)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	1 135 774	(632 474)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	3 519 119	4 151 593
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	3 519 119	4 151 593
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	4 654 893	3 519 119

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la *Loi sur les cités et villes* du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville de Lachute. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et les organismes contrôlés. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants :

Régie d'assainissement des eaux usées de Chatham/Lachute (RAEUCL) - Consolidation ligne par ligne

Régie du Lac Beattie - Consolidation ligne par ligne

Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes - Valeur de consolidation

B) Comptabilité d'exercice

Les opérations de la Ville sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

C) Actifs financiers

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de recouvrement.

Placements de porte-feuille

Les placements de porte-feuille sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

nette de recouvrement.

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et présentées à leur valeur amortie. Les dons sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties linéairement selon leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service et selon les périodes d'amortissement suivantes :

Infrastructures : 15, 20 et 40 ans
Bâtiments : 40 ans
Véhicules : 3, 10 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement divers : 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans
Terrains : non amortis

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

G) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Mesure d'allègement fiscal relative aux frais reportés :

- amorti sur la durée résiduelle applicable pour le rôle d'évaluation (2016-2017-2018)

- Frais d'assainissement des sites contaminés :

- renversé en totalité dans l'exercice au cours duquel le financement à long terme sera réalisé (règlement 2015-769).

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

J) Autres éléments**Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des revenus et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont connus.

Les principales estimations comprennent la durée de vie utile des immobilisations, la dépréciation des actifs financiers, les passifs éventuels et le passif au titre des sites contaminés.

Constatation des revenus

Les taxes foncières sont constatées lors du dépôt du rôle de perception;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes foncières et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le gain ou perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date de l'acte de transfert;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant l'excédent de fonctionnement affectés et l'excédent de fonctionnement non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission d'obligations sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de remboursement de la dette à long terme afférente et sont présentés en contrepartie de la dette à long terme.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations de taxes représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

contestations d'évaluations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Revenus reportés

Les revenus reportés sont transférés aux revenus lorsque les critères de constatation sont satisfaits et lorsque les charges ou les dépenses sont également comptabilisées.

Les sommes reçues pour fins de parcs et terrains de jeux en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme sont reportées jusqu'à ce qu'elles servent à acquérir ou aménager des terrains à ces fins.

Passif au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, qu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

En vertu des règlements de la Ville et des lois gouvernant le secteur municipal, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Fonds de roulement

Ce fond est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

Remboursement de la dette à long terme

Ce poste représente les remboursements de capital relatifs aux emprunts contractés et pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

Montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont créés lors de l'émission présente ou à venir d'une dette à long terme sur la base des taux de subvention des différentes immobilisations faisant l'objet du financement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 4 654 893	3 519 119
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 4 654 893	3 519 119
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 834 388	595 964
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
La politique de la Ville consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif.		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 680 165	939 288
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 8 591 690	9 174 471
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 396 047	1 196 938
Organismes municipaux	15 177 966	164 475
<i>Autres</i>		
- Amendes et frais à recevoir	16 267 070	347 973
- Mutations, assurance et autres	17 473 354	642 861
	18 10 586 292	12 466 006
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 6 858 034	7 410 080
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 6 858 034	7 410 080
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 929 438	786 027
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24 120 817	120 817
Prêts à un fonds d'investissement	25	
<i>Autres</i>		
-	26	
-	27	
	28 120 817	120 817
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Note

Ces prêts ne portent pas intérêt et viennent à échéance en 2021 et 2023.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	176 903	228 203
Autres placements	31		
	32	176 903	228 203
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**Placements à titre d'investissement**

Placement en fidéicommiss à titre de participation dans un fonds de garantie de franchise collective d'assurance, établi au nom du regroupement constitué des municipalités assurées, géré par l'UMQ. Les fonds sont investis dans le « Fonds de Marché Monétaire » lequel est un fonds commun de placement dont « Trust Banque Nationale » en est le fiduciaire et « Gestion de portefeuille Natcan inc. » en est le gestionnaire de portefeuille. Ce fonds permet aux municipalités participantes de bénéficier d'une réduction de primes découlant du regroupement et de la franchise collective. Ce fonds est institué de manière à garantir à l'assureur le montant des indemnités qu'il paie advenant la réalisation des conditions prévues à la police d'assurance et ce jusqu'à concurrence du solde du compte de franchise collective pour l'année de référence.

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	344 366	308 252
Autres régimes (REER et autres)	41	(6 836)	446
Régimes de retraite des élus municipaux	42	32 623	31 397
	43	370 153	340 095

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Note	
9. Autres actifs financiers	
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44
Autres	45
	46

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

2017**2016****10. Emprunts temporaires**

La Ville et ses organismes contrôlés disposent de crédit autorisées de 26 083 321\$ qui portent intérêts aux taux préférentiel (3.2% au 31 décembre 2017). Ces facilités de crédit dont 788 500\$ sont utilisées au 31 décembre 2017, sont renouvelables annuellement.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	1 811 436	1 144 255
Salaires et avantages sociaux	48	343 834	338 902
Dépôts et retenues de garantie	49	244 869	481 946
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52	450 000	450 000
Autres			
- Organismes municipaux	53	72 947	45 747
- Gouvernement du Québec	54	7 857	19 224
- Intérêts courus à payer	55	169 103	163 930
- Vacances courues	56	451 449	453 415
- Autres	57	462 181	624 375
	58	4 013 676	3 721 794

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	218 394	186 622
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	316 035	315 739
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65	38 597	38 381
Autres			
- Transferts	66	7 661	14 967
- Divers	67	19 572	15 263
-	68		
-	69		
	70	600 259	570 972

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017		2016	
13. Dette à long terme				
	Taux d'intérêt de à		Échéance de à	
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	2,65	2018	2050
			71	
	34 723 912			34 049 192
Obligations et billets en monnaies étrangères			72	
Gains (pertes) de change reportés			73	
			74	
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises			75	
Organismes municipaux			76	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			77	
Autres			78	
			79	
	34 723 912			34 049 192
Frais reportés liés à la dette à long terme			80	(227 133) (248 894)
			81	
	34 496 779			33 800 298

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2017	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres		
2018	82	90	4 522 696	98	107	115
2019	83	91	4 047 312	99	108	116
2020	84	92	3 398 484	100	109	117
2021	85	93	2 752 960	101	110	118
2022	86	94	2 512 340	102	111	119
2023 et +	87	95	17 490 120	103	112	120
	88	96	34 723 912	104	113	121
Intérêts et frais accessoires			105	()		122
	89	97	34 723 912	106	114	123
						34 723 912

Note

Les frais reportés liés à la dette à long terme correspondent aux frais d'émission des obligations qui sont comptabilisés à titre de dépenses reportées. Ils sont amortis sur la durée restante des obligations.

	2017		2016	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	124	(20 694 487)		(21 003 395)
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	() ()		
Autres	126	() ()		
	127	(20 694 487)		(21 003 395)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	128	36 617 607	156	110 184	183		210	36 727 791	
Eaux usées	129	40 766 150	157	104 931	184		211	40 871 081	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	32 776 909	158	1 718 479	185		212	34 495 388	
Autres	131	11 674 413	159	149 372	186	106 450	213	11 717 335	
Réseau d'électricité	132		160		187		214		
Bâtiments	133	9 105 330	161	93 770	188		215	9 199 100	
Améliorations locatives	134		162		189		216		
Véhicules	135	4 269 927	163	613 058	190	135 675	217	4 747 310	
Ameublement et équipement de bureau	136	1 393 599	164	13 859	191	12 506	218	1 394 952	
Machinerie, outillage et équipement divers	137	3 751 937	165	370 111	192	133 149	219	3 988 899	
Terrains	138	3 087 796	166	2 793	193		220	3 090 589	
Autres	139	6 768	167		194		221	6 768	
	140	143 450 436	168	3 176 557	195	387 780	222	146 239 213	
Immobilisations en cours	141	2 085 883	169	375 941	196		223	2 461 824	
	142	145 536 319	170	3 552 498	197	387 780	224	148 701 037	
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	143	16 000 572	171	918 166	198		225	16 918 738	
Eaux usées	144	16 637 619	172	1 021 825	199		226	17 659 444	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	16 247 157	173	1 318 615	200		227	17 565 772	
Autres	146	5 738 339	174	434 848	201	106 450	228	6 066 737	
Réseau d'électricité	147		175		202		229		
Bâtiments	148	3 786 933	176	229 977	203		230	4 016 910	
Améliorations locatives	149		177		204		231		
Véhicules	150	2 454 143	178	236 179	205	135 674	232	2 554 648	
Ameublement et équipement de bureau	151	1 083 620	179	93 002	206	12 506	233	1 164 116	
Machinerie, outillage et équipement divers	152	2 363 986	180	188 674	207	101 154	234	2 451 506	
Autres	153	6 768	181		208		235	6 768	
	154	64 319 137	182	4 441 286	209	355 784	236	68 404 639	
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	81 217 182					237	80 296 398	
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	238		241		243		245		
Amortissement cumulé	239 (		) 242 (		) 244 (		) 246 (		)
Valeur comptable nette	240						247		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	248		
Immeubles industriels municipaux	249	285 742	289 660
Autres	250	127 585	127 585
	251	413 327	417 245
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	413 327	417 245
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Divers	254	51 828	47 159
-	255		
-	256		
Autres			
- Terrains affectés - FPTJ	257	290 100	290 100
-	258		
	259	341 928	337 259
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

18. Fonds local d'investissement**2017****2016****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	260
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261
Autres revenus	262
	263

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264
Variation de la provision pour moins-value	265
	266
Autres charges	267
	268
Excédent (déficit) de l'exercice	269

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	270		
Placements de portefeuille	271		
Débiteurs	272		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273		
Provision pour moins-value	274	(	)
	275		
	276		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	277		
Revenus reportés	278		
Dette à long terme	279		
	280		
Solde du Fonds local d'investissement	281		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282
Supportant les engagements de prêts	283
Supportant les garanties de prêts	284
	285

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

19. Fonds local de solidarité**2017****2016****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	289

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	292
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	295

Excédent (déficit) de l'exercice	296
---	-----

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	(	)
	302		
	303		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	307

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	310

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	313

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

20. Obligations contractuelles

En vertu de l'entente intermunicipale constitutive de la Régie intermunicipale Argenteuil/Deux-Montagnes, la Ville s'est engagée à utiliser exclusivement les services d'élimination des déchets établis par la Régie. L'existence de la Régie a été prolongée jusqu'en 2030.

L'engagement de la Ville de Lachute, en vertu de contrats de gestion de l'aéroport, de collecte et transport de matières résiduelles, d'entretien, de contrôle biologique des insectes piqueurs, de contrôle animalier, de soutien aux logiciels et de déneigement s'élève à 1 098 756 \$ en 2018, 910 020 \$ en 2019, 745 761 \$ en 2020, 348 280 \$ en 2021 et 66 877 \$ en 2022.

21. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

1- Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à diverses actions et réclamations. La Ville conteste le bien-fondé des réclamations en cours d'un montant de 1 975 883 \$ et la direction estime que les règlements à venir de ces réclamations n'influeront pas de façon sensible sur la situation financière. Il est présentement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges. Une provision raisonnable a été inscrite aux livres.

2- La Ville fait l'objet de plaintes à la Commission des relations de travail en vertu des articles 468.5 et 72 de la Loi sur les Cités et Villes. Une provision de 48 992 \$ a été inscrite aux livres relativement à une de celles-ci.

d) AutresEnquête en cours

En juin 2014, la Ville a mandaté une firme pour effectuer une enquête diligente concernant l'administration générale et l'éthique. À la date des états financiers, le rapport de cette firme n'est pas disponible. Cependant, la direction de la Ville est d'avis qu'il n'y aura pas d'impact sur la situation financière de la Ville au 31 décembre 2017.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés après éliminations des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers**Risques et concentrations**

La Ville, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de l'organisme aux risques à la date de l'état de la situation financière, soit au 31 décembre 2017.

Risque de crédit

Les principaux risques de crédit pour la Ville sont liés aux débiteurs et sont principalement attribuables aux comptes à recevoir d'entreprises et d'individus. Afin de réduire ses risques de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde de ses comptes à recevoir et une provision pour créances douteuses est constituée, en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

Risque de taux d'intérêt

La Ville est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable, tels que les dettes à court et à long terme. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

25. Placement dans une entreprise municipale

La Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes est considérée comme une entreprise municipale donc un actif financier pour la Ville de Lachute compte tenu de son autonomie, de son orientation commerciale et de son autosuffisance financière. Ses activités principales sont l'organisation, l'administration et l'exploitation en commun d'un système de gestion des déchets.

La quote-part de la Ville de Lachute dans les dépenses d'immobilisations et d'exploitation nettes des revenus de toutes sources est fixée à 49,05 %, pour une période de 5 ans, en vertu des modifications apportées à l'entente concernant l'organisation, l'usage, le maintien, l'administration et l'exploitation de la Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes (version du 11 octobre 2016). Cette quote-part sera révisée à l'expiration de chaque période de 5 ans. Cette entente lie les parties jusqu'au 31 décembre 2060.

Situation financière et résultats d'exploitation

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Actifs financiers	10 578 021 \$	11 485 516 \$
Actifs non financiers	2 289 359 \$	2 271 407 \$
Passifs	5 393 737 \$	4 849 938 \$
Excédent (déficit) accumulé	7 473 643 \$	8 906 985 \$
Revenus	3 249 420 \$	2 068 983 \$
Charges	4 682 762 \$	4 126 531 \$
Excédent (déficit) de l'exercice	(1 433 342) \$	(2 057 548) \$
Quote-part versée aux municipalités	1 200 000 \$	1 582 720 \$
Excédent (déficit) de l'exercice net de la quote-part versée aux municipalités	(233 342) \$	(474 828) \$
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	(145 521) \$	(320 530) \$

Engagements contractuels

Le 27 avril 2006, la Régie a conclu un contrat de services avec une société privée en vertu duquel elle s'engage à fournir un espace d'enfouissement sanitaire de 10 715 000 mètres cubes pour une période correspondant à la durée de l'Entente intermunicipale, incluant toute période de renouvellement. Le contrat de services prévoit des quantités d'enfouissement maximales annuelles.

Le 1er septembre 2011, la Régie a conclu un contrat de services avec une société privée pour la gestion des activités de la Régie pour une durée de cinq ans renouvelable pour quatre périodes additionnelles de cinq ans. En septembre 2016, l'entente a été renouvelée pour une période de cinq ans. En vertu de ce contrat, la Régie s'engage à payer des frais de gestion représentant un coût unitaire de 9 \$ (indexé à chaque année en fonction de l'IPC) par tonne métrique de matières résiduelles enfouies sur les contrats résiduels.

Le 15 décembre 2016, la Régie a signé un bail pour la location de bureaux avec une municipalité membre. Le bail, d'une durée de trois ans, renouvelable pour deux périodes additionnelles de 1 ans, vient à échéance le 31 décembre 2021.

Éventualités

Cautionnement et garantie

À la suite du contrat de service d'élimination des matières résiduelles signé le 27

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

juillet 2006, la Régie a consenti une garantie hypothécaire de premier rang au montant de 40 000 000 \$, grevant le site d'enfouissement.

La Régie s'est portée caution en faveur du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs pour un montant de 1 000 000 \$ relativement à l'exploitation du lieu d'enfouissement technique de Lachute, et ce, jusqu'au 19 juillet 2020.

26. Financement à long terme des activités de fonctionnement

Règlement numéro

Ville de Lachute

2017

2016

2013-755 PRQ - phase 10 0 \$ (34) \$

2015-772 Travaux piscine intérieure 695 677 \$ 56 \$

695 677 \$ 22 \$

695 677 \$ 22 \$

27. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle pour l'exercice considéré.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalisations 2016	Budget 2017	Réalizations 2017			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	14 887 706	15 409 600	15 372 094			15 372 094
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 021 862	867 400	1 055 759			1 055 759
Quotes-parts	3					961 202	
Transferts	4	424 832	474 100	436 335		58 430	494 765
Services rendus	5	1 710 839	1 653 200	1 776 515			1 096 290
Imposition de droits	6	634 324	544 800	937 123			937 123
Amendes et pénalités	7	381 976	365 800	363 084			363 084
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	259 674	188 400	216 710		16	216 726
Autres revenus	10	391 954	327 800	290 272			290 272
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	19 713 167	19 831 100	20 447 892		1 019 648	19 826 113
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 044 226	9 055 800	1 587 741			1 587 741
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	(4 245)	2 360 000	230 697			230 697
Autres	18	54 465	40 000	(6 416)			(6 416)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19	(233 948)		(114 454)			(114 454)
	20	860 498	11 455 800	1 697 568			1 697 568
	21	20 573 665	31 286 900	22 145 460		1 019 648	21 523 681
Charges							
Administration générale	22	3 263 296	3 109 700	3 123 917	113 189	36 279	3 241 737
Sécurité publique	23	3 110 205	2 935 100	3 051 840	213 430		3 265 270
Transport	24	3 198 469	3 292 300	3 401 777	1 807 694		5 209 471
Hygiène du milieu	25	3 781 197	4 316 300	3 773 768	1 565 362	1 077 274	4 805 790
Santé et bien-être	26	98 261	84 700	95 326			95 326
Aménagement, urbanisme et développement	27	700 612	860 400	874 597	3 721		878 318
Loisirs et culture	28	2 695 247	3 650 400	3 426 411	336 773	1 813	3 764 997
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	823 247	1 094 700	790 790		88 695	879 485
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	3 939 829	3 952 400	4 040 169	(4 040 169)		
	33	21 610 363	23 296 000	22 578 595		1 204 061	22 140 394
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(1 036 698)	7 990 900	(433 135)		(184 413)	(616 713)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalisations 2016	Budget 2017		Réalisations 2017	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 036 698)	7 990 900	(433 135)	(184 413)	(616 713)
Moins: revenus d'investissement	2	(860 498)	(11 455 800)	(1 697 568)	()	(1 697 568)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 897 196)	(3 464 900)	(2 130 703)	(184 413)	(2 314 281)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	3 939 829	3 952 400	4 040 169	401 117	4 441 286
Produit de cession	5	515 874		70 301		70 301
(Gain) perte sur cession	6	(60 936)		(38 305)		(38 305)
Réduction de valeur / Reclassement	7	238 046				
	8	4 632 813	3 952 400	4 072 165	401 117	4 473 282
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	1 417		3 918		3 918
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	1 417		3 918		3 918
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	810 692	632 800	650 788		650 788
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	47 373		104 966		104 966
	15	858 065	632 800	755 754		755 754
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	22	696 000	695 677		695 677
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 415 200)	(2 375 200)	(2 392 000)	(223 903)	(2 615 903)
	18	(2 415 178)	(1 679 200)	(1 696 323)	(223 903)	(1 920 226)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(499 915)	(79 200)	(7 444)	(2 742)	(10 186)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	229 916		139 920		139 920
Excédent de fonctionnement affecté	21	855 667	980 000	837 031		837 031
Réserves financières et fonds réservés	22	(315 900)	(341 900)	(323 085)		(323 085)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	58 743		(32 527)	(828)	(33 355)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	328 511	558 900	613 895	(3 570)	610 325
	26	3 405 628	3 464 900	3 749 409	173 644	3 923 053
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 508 432		1 618 706	(10 769)	1 608 772

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalisations 2016		Réalisations 2017	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé¹
Revenus d'investissement	1	860 498	1 697 568		1 697 568
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(63 321)	(94 278)	()	(94 278)
Sécurité publique	3	(41 653)	(779 310)	()	(779 310)
Transport	4	(2 156 392)	(1 992 157)	()	(1 992 157)
Hygiène du milieu	5	(1 502 924)	(273 095)	(183)	(273 278)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(24 377)	(1 575)	()	(1 575)
Loisirs et culture	8	(455 458)	(409 993)	(1 907)	(411 900)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(4 244 125)	(3 550 408)	(2 090)	(3 552 498)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	(875)	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	((185 602))	((66 108))	()	((66 108))
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	461 200	4 169 600	76 167	4 245 767
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	499 915	7 444	2 742	10 186
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16	50 743	11 186		11 186
Réserves financières et fonds réservés	17	261 826	474 997		474 997
	18	812 484	493 627	2 742	496 369
	19	(2 785 714)	1 178 927	76 819	1 255 746
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					
	20	(1 925 216)	2 876 495	76 819	2 953 314

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2016	Administration municipale	Administration municipale	2017	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS							
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 493 637	4 604 184	50 709	4 654 893		
Débiteurs (note 5)	2	9 534 092	8 528 291	2 080 788	10 586 292		
Prêts (note 6)	3	120 817	120 817		120 817		
Placements de portefeuille (note 7)	4	228 203	176 903		176 903		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	4 436 384	3 665 822		3 665 822		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6						
Autres actifs financiers (note 9)	7						
	8	17 813 133	17 096 017	2 131 497	19 204 727		
PASSIFS							
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9						
Emprunts temporaires (note 10)	10	3 655 100	788 500		788 500		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 683 085	3 982 924	53 539	4 013 676		
Revenus reportés (note 12)	12	556 007	592 598	7 661	600 259		
Dette à long terme (note 13)	13	29 650 678	31 370 247	3 126 532	34 496 779		
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14						
	15	37 544 870	36 734 269	3 187 732	39 899 214		
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(19 731 737)	(19 638 252)	(1 056 235)	(20 694 487)		
ACTIFS NON FINANCIERS							
Immobilisations (note 15)	17	71 659 529	71 137 771	9 158 627	80 296 398		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	417 245	413 327		413 327		
Stocks de fournitures	19	322 039	316 451		316 451		
Autres actifs non financiers (note 17)	20	336 368	341 009	919	341 928		
	21	72 735 181	72 208 558	9 159 546	81 368 104		
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	1 460 440	2 087 209	14 123	2 101 332		
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 628 230	1 632 029		1 632 029		
Réserves financières et fonds réservés	24	1 029 109	1 035 999		1 035 999		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25 (	1 963 247) (	2 459 300) (	2 151) (	2 461 451)		
Financement des investissements en cours	26	(2 197 265)	(568 562)	833	(567 729)		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	53 046 177	50 842 931	8 090 506	58 933 437		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28						
	29	53 003 444	52 570 306	8 103 311	60 673 617		

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2017	2017	2017	2016
Rémunération	1	6 448 100	6 225 346	6 235 860	5 890 317
Charges sociales	2	1 341 700	1 255 991	1 257 825	1 184 225
Biens et services	3	6 884 200	6 691 798	6 713 474	6 900 795
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	900 900	693 400	731 425	747 119
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	192 800	97 174	147 758	180 755
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	1 000	216	302	263
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	2 526 300	2 311 818	1 349 781	1 522 051
Transferts	10				
Autres	11	86 900	86 757	86 757	85 001
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	222 400	237 506	237 506	231 738
Amortissement des immobilisations	14	3 952 400	4 040 169	4 441 286	4 367 082
Autres					
- Mauvaises créances	15	38 300	153 109	153 109	67 783
- Autres	16	5 000	89 317	89 317	43 282
- Quote-part piscine intérieure	17	696 000	695 994	695 994	
	18	23 296 000	22 578 595	22 140 394	21 220 411

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 101 332	1 484 495
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 632 029	1 628 230
Réserves financières et fonds réservés	3	1 035 999	1 029 109
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	2 461 451) (	1 966 223)
Financement des investissements en cours	5	(567 729)	(2 273 251)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	58 933 437	61 387 970
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	60 673 617	61 290 330
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 087 209	1 460 440
Organismes contrôlés ¹	10	14 123	24 055
	11	2 101 332	1 484 495
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- À l'exercice suivant	12	740 000	860 000
- Développement parc industriel	13	505 994	388 241
- Prog. économie eau portable	14	132 854	105 856
- Engagement	15	16 692	19 101
- Service dette poste de police	16		
- Mandat d'évaluation	17	2 195	3 612
- Élections	18		75 000
- Études et avant-projet	19	167 199	176 420
- Plan directeur égouts	20	67 095	
	21	1 632 029	1 628 230
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	1 632 029	1 628 230
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	877 195	1 009 810
Organismes contrôlés	38		
Solde disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	158 804	19 299
Organismes contrôlés	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés	42		
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	1 035 999	1 029 109
	48	1 035 999	1 029 109

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	
Autres	52 () ()	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()	
	54 () ()	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 (450 000) (450 000)	
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()	
Autres		
-	58 () ()	
-	59 () ()	
	60 (450 000) (450 000)	
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	
Intérêts sur la dette à long terme	62 (4 672) (7 649)	
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	
Mesure relative aux frais reportés	65 (30 376) (60 753)	
Autres		
-	66 () ()	
-	67 () ()	
	68 (35 048) (68 402)	
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()	
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()	
Autres		
- Autre financement	72 (1 976 403) (1 447 821)	
-	73 () ()	
	74 (1 976 403) (1 447 821)	
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 (2 461 451) (1 966 223)	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	206 730	331 149
Investissements à financer	83 (	774 459) (	2 604 400)
	84	(567 729)	(2 273 251)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	80 296 398	81 217 182
Propriétés destinées à la revente	86	413 327	417 245
Prêts	87	120 817	120 817
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	176 903	228 203
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	3 665 822	4 436 384
	90	84 673 267	86 419 831
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	84 673 267	86 419 831
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	93 (	34 496 779) (	33 800 298)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	227 133) (	248 894)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	6 858 034	7 410 081
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	1 976 102	1 447 198
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	25 889 776) (	25 191 913)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	(149 946)) (	(160 052))
	100 (	25 739 830) (	25 031 861)
	101	58 933 437	61 387 970

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
-	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements			
		2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()	()
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73	()	()
	74		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78		
Variation de la provision pour moins-value	79		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Lachute contribue à un régime complémentaire de retraite, soit celui du Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Lachute.

Ce régime a été enregistré le 1er avril 1972 et est régi par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite. Le règlement afférent est le règlement 87-295 de la Ville de Lachute adopté le 15 octobre 1987 et ayant pris effet le 1er novembre 1988. En avril 1992, un règlement de concordance à la Loi 116, le règlement 92-396, a été adopté avec prise d'effet rétroactive au 1er janvier 1990. Ce règlement a été amendé par les règlements 93-396-1, 94-396-2, 94-396-3, 95-396-4, 97-396-5, 98-396-6, 2000-396-7 et 2003-396-8. Par la suite, ce règlement a été refondu le 4 juillet 2005 sous le numéro 2005-643 et amendé subséquemment par les règlements numéros 2005-643-1, 2006-643-2, 2010-643-3, 2012-643-4, 2016-643-5, 2016-643-6 et 2017-643-7.

Ce régime s'adresse aux cadres, cols blancs et cols bleus de la Ville de Lachute.

Contributions des membres :

Cadres : Le régime prévoit des contributions de 6 % du salaire annuel de base des membres. À compter du 4 septembre 2017, elle passe à 7 % du salaire annuel de base.

Cols blancs : Le régime prévoit des contributions de 6 % du salaire annuel de base des membres.

Cols bleus : À compter du 1er janvier 2009, le régime concernant les cols bleus a été modifié pour y introduire une contribution progressive en fonction des heures rémunérées à taux régulier comme suit :

- jusqu'à 2 080 heures : 2 %
- de 2 081 à 4 160 heures : 4 %
- de 4 161 à 6 240 heures : 6 %
- à compter de 6 241 heures : 7 %
- 10 novembre 2016, à la signature: 7.5%

Contributions de la Ville de Lachute :

Cadres : La contribution de l'employeur est de 4 % la première année d'admissibilité, ainsi que la deuxième et troisième année et de 7 % les années subséquentes. À partir du 4 septembre 2017, la contribution de l'employeur est de 7 % dès la première année.

Cols blancs : La contribution de l'employeur s'établit à 8 % sur la base des heures rémunérées au taux régulier.

Cols bleus : La contribution de l'employeur s'établit sur la base des heures rémunérées au taux régulier comme suit :

- jusqu'à 2 080 heures : 4 %
- de 2 081 à 4 160 heures : 4 %
- de 4 161 à 6 240 heures : 4 %
- à compter de 6 241 heures : 7 %
- 10 novembre 2016, à la signature: 7.5%

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	106	<u>344 366</u>	<u>308 252</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 2

Description des régimes et autres renseignements

La Ville contribue également à un régime d'allocations de départ pour les élus municipaux et à un régime de primes de départ pour les employés cols bleus. Ces contributions découlent respectivement de la Loi sur le traitement des élus municipaux et d'une convention collective signée avec les cols bleus en novembre 2016.

Allocations de départ pour les élus municipaux

- La dépense de l'exercice est de 5 834 \$ (6 529 \$ en 2016) et la somme accumulée pour allocation de départ au 31 décembre 2017 s'établit à 23 199 \$ (26 136 \$ en 2016).

Primes de départ des employés cols bleus

- La dépense de l'exercice est de (12 670) \$ (6 083 \$ en 2016) et la somme accumulée pour primes de départ au 31 décembre 2017 s'établit à 358 564 \$ (371 235 \$ en 2016)

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	108	<u>(6 836)</u>	<u>446</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

109 ☒ Oui
110 ☐ Non

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	111	<u>7</u>	<u>8</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2017	2016
Cotisations des élus au RREM	112	<u>8 372</u>	<u>7 963</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	113	28 213	26 836
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114	<u>4 410</u>	<u>4 561</u>
	115	<u>32 623</u>	<u>31 397</u>

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017

Administration municipale

Dettes à long terme	1	31 588 000
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	725 467
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	158 804
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	4 790 246
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	27 364 417
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	1 068 123
--	----	-----------

Endettement net à long terme	16	28 432 540
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	649 750
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	29 082 290
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	29 082 290
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES		2017	2017	2017	2016
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	8 284 000	8 229 232	8 229 232	8 002 599
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	1 838 000	1 840 130	1 840 130	2 015 499
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	1 248 000	1 250 784	1 250 784	1 217 798
Activités de fonctionnement	6	1 351 000	1 352 729	1 352 729	1 246 036
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	12 721 000	12 672 875	12 672 875	12 481 932
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 430 000	1 434 884	1 434 884	1 296 707
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	1 020 000	1 017 094	1 017 094	906 522
Autres					
-Contrôle biologique moustiques	14	181 000	180 517	180 517	142 627
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	57 600	66 724	66 724	59 918
Service de la dette	18				
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	2 688 600	2 699 219	2 699 219	2 405 774
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	2 688 600	2 699 219	2 699 219	2 405 774
	26	15 409 600	15 372 094	15 372 094	14 887 706

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2017	2017	2017	2016
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES					
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	27	99 100	98 118	98 118	99 156
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	28	1 700	1 848	1 848	1 826
Taxes d'affaires	29				
Compensations pour les terres publiques	30				
	31	100 800	99 966	99 966	100 982
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	32	256 000	316 030	316 030	315 448
Cégeps et universités	33				
Écoles primaires et secondaires	34	420 400	546 750	546 750	515 702
	35	676 400	862 780	862 780	831 150
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	36				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	37				
Taxes d'affaires	38				
	39				
	40	777 200	962 746	962 746	932 132
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	41	21 000	24 088	24 088	21 039
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	42	100	3 299	3 299	145
Taxes d'affaires	43				
	44	21 100	27 387	27 387	21 184
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	45				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	46	67 600	64 097	64 097	67 155
	47	67 600	64 097	64 097	67 155
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises					
autoconsommatrices d'électricité	48				
Autres	49	1 500	1 529	1 529	1 391
	50	1 500	1 529	1 529	1 391
	51	867 400	1 055 759	1 055 759	1 021 862

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2017	2017	2017	2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			1 017
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54	5 700	17 570	60 511
Sécurité civile	55			8 632
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	32 500	20 148	11 145
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	50 100	51 477	53 040
Réseau de distribution de l'eau potable	68	64 000	24 662	13 804
Traitement des eaux usées	69		904	22 543
Réseaux d'égout	70	44 500	15 706	63 421
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	65 000	70 135	57 816
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83	7 300	8 032	9 912
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	11 100	12 767	13 792
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	83 900	63 300	62 000
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	364 100	284 701	377 633

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2017	2017	2017	2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	91	20 000	17 600	17 600	
Sécurité publique					
Police	92				
Sécurité incendie	93				
Sécurité civile	94				
Autres	95				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	96		872 961	872 961	324 801
Enlèvement de la neige	97				
Autres	98				9 350
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	99				
Transport adapté	100				
Transport scolaire	101				
Autres	102				
Transport aérien	103				
Transport par eau	104				
Autres	105				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	2 000 000	31 635	31 635	19 786
Réseau de distribution de l'eau potable	107	219 000	219 407	219 407	212 285
Traitement des eaux usées	108				
Réseaux d'égout	109	474 900	266 231	266 231	309 055
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	110				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	111				
Tri et conditionnement	112				
Autres	113				
Autres	114				
Cours d'eau	115				
Protection de l'environnement	116				
Autres	117				
Santé et bien-être					
Logement social	118				
Sécurité du revenu	119				
Autres	120				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	121				
Rénovation urbaine	122				
Promotion et développement économique	123				
Autres	124	3 724 500			
Loisirs et culture					
Activités récréatives	125	45 000	45 000	45 000	2 584
Activités culturelles					
Bibliothèques	126	2 572 400	134 907	134 907	168 949
Autres	127				
Réseau d'électricité	128				
	129	9 055 800	1 587 741	1 587 741	1 046 810

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	110 000	112 765	112 765
Fonds de développement des territoires	135		38 869	38 869
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			3 130
	138	110 000	151 634	151 634
TOTAL DES TRANSFERTS	139	9 529 900	2 024 076	2 082 506
				1 546 395

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016	
SERVICES RENDUS					
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffes et application de la loi	140	143 800	129 338	129 338	190 192
Évaluation	141				
Autres	142	17 900	22 046	18 349	31 605
	143	161 700	151 384	147 687	221 797
Sécurité publique					
Police	144				
Sécurité incendie	145	15 000	12 535	12 535	16 117
Sécurité civile	146				
Autres	147		31 322	31 322	
	148	15 000	43 857	43 857	16 117
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	149	4 500	5 865	5 865	5 550
Enlèvement de la neige	150				
Autres	151				
Transport collectif	152				
Autres	153				
	154	4 500	5 865	5 865	5 550
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	49 000	170 738	170 738	49 120
Réseau de distribution de l'eau potable	156				
Traitement des eaux usées	157	504 500	503 923	74 910	97 808
Réseaux d'égout	158	298 600	271 994	24 480	23 540
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	159				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	160				
Tri et conditionnement	161				
Autres	162				
Autres	163				
Cours d'eau	164				
Protection de l'environnement	165		62	62	176
Autres	166				
	167	852 100	946 717	270 190	170 644
Santé et bien-être					
Logement social	168				
Autres	169				
	170				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	171				
Rénovation urbaine	172				
Promotion et développement économique	173				
Autres	174				
	175				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	176	208 300	220 070	220 070	281 375
Activités culturelles					
Bibliothèques	177	15 500	15 717	15 717	21 678
Autres	178	15 800	13 706	13 706	10 831
	179	239 600	249 493	249 493	313 884
Réseau d'électricité					
	180				
	181	1 272 900	1 397 316	717 092	727 992

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016	
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffes et application de la loi	182				
Évaluation	183				
Autres	184	88 000	55 214	55 214	83 975
	185	88 000	55 214	55 214	83 975
Sécurité publique					
Police	186				
Sécurité incendie	187				
Sécurité civile	188				
Autres	189	32 000	22 388	22 388	21 918
	190	32 000	22 388	22 388	21 918
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	191				
Enlèvement de la neige	192				
Autres	193	18 900	27 580	27 580	18 746
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	194				
Transport adapté	195				
Transport scolaire	196				
Autres	197				
Autres	198				
	199	18 900	27 580	27 580	18 746
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200				
Réseau de distribution de l'eau potable	201				
Traitement des eaux usées	202				
Réseaux d'égout	203				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	204				
Matières recyclables	205				
Autres	206				
Cours d'eau	207				
Protection de l'environnement	208				
Autres	209	43 500	74 911	74 911	62 659
	210	43 500	74 911	74 911	62 659
Santé et bien-être					
Logement social	211				
Sécurité du revenu	212				
Autres	213				
	214				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	215				
Rénovation urbaine	216				
Promotion et développement économique	217				
Autres	218		522	522	
	219		522	522	
Loisirs et culture					
Activités récréatives	220	163 000	165 338	165 337	93 544
Activités culturelles					
Bibliothèques	221	22 900	25 375	25 375	24 535
Autres	222	12 000	7 871	7 871	10 628
	223	197 900	198 584	198 583	128 707
Réseau d'électricité					
	224				
	225	380 300	379 199	379 198	316 005
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	1 653 200	1 776 515	1 096 290	1 043 997

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2017	2017	2017	2016
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	227	94 800	115 687	115 687	76 569
Droits de mutation immobilière	228	450 000	821 436	821 436	557 755
Droits sur les carrières et sablières	229				
Autres	230				
	231	544 800	937 123	937 123	634 324
AMENDES ET PÉNALITÉS					
	232	365 800	363 084	363 084	381 976
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE					
	233				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS					
	234	188 400	216 710	216 726	259 710
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235		38 305	38 305	60 936
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236		30 000	30 000	1 200
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237				
Contributions des promoteurs	238	2 360 000	230 697	230 697	7 186
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239				
Contributions des organismes municipaux	240	150 300	132 015	132 015	208 501
Autres contributions	241	35 200	45 458	45 458	79 771
Autres	242	142 300	38 078	38 078	84 580
	243	2 687 800	514 553	514 553	442 174
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	244				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	496 900	457 029		457 029	464 957	456 107
Greffes et application de la loi	2	775 600	742 064		742 064	742 064	637 613
Gestion financière et administrative	3	965 600	981 303	106 631	1 087 934	1 116 285	1 478 127
Évaluation	4	247 200	174 108		174 108	174 108	287 858
Gestion du personnel	5	385 800	344 891		344 891	344 891	266 300
Autres							
- Administration générale	6	238 600	424 522	6 558	431 080	399 432	261 659
-	7						
	8	3 109 700	3 123 917	113 189	3 237 106	3 241 737	3 387 664
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 604 500	1 676 206		1 676 206	1 676 206	1 748 587
Sécurité incendie	10	1 137 700	1 122 135	213 430	1 335 565	1 335 565	1 388 781
Sécurité civile	11	3 200	62 571		62 571	62 571	5 014
Autres	12	189 700	190 928		190 928	190 928	145 119
	13	2 935 100	3 051 840	213 430	3 265 270	3 265 270	3 287 501
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 500 700	1 621 704	1 570 851	3 192 555	3 192 555	3 093 191
Enlèvement de la neige	15	1 233 300	1 246 689	47 053	1 293 742	1 293 742	1 132 415
Éclairage des rues	16	172 700	173 248	79 824	253 072	253 072	255 782
Circulation et stationnement	17	142 000	102 766	21 097	123 863	123 863	122 127
Transport collectif							
Transport en commun	18	100 700	103 125		103 125	103 125	101 131
Transport aérien	19	142 900	154 245	52 998	207 243	207 243	199 991
Transport par eau	20						
Autres	21			35 871	35 871	35 871	33 925
	22	3 292 300	3 401 777	1 807 694	5 209 471	5 209 471	4 938 562

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	820 700	668 839	364 665	1 033 504	1 033 504	1 039 149
Réseau de distribution de l'eau potable	24	307 700	364 998	550 613	915 611	915 611	839 322
Traitement des eaux usées	25	1 356 700	1 207 542	43 243	1 250 785	851 897	874 673
Réseaux d'égout	26	1 004 000	744 488	596 844	1 341 332	1 206 880	1 135 970
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	230 300	230 015		230 015	230 015	236 621
Élimination	28	178 900	174 670	9 997	184 667	184 667	214 272
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	147 500	132 234		132 234	132 234	147 529
Tri et conditionnement	30	23 900	23 358		23 358	23 358	30 242
Matières organiques							
Collecte et transport	31	126 500	124 202		124 202	124 202	199 603
Traitement	32						
Matériaux secs							
Autres	33						
Autres							
Plan de gestion	35		869		869	869	29 386
Autres	36						
Cours d'eau							
Protection de l'environnement	37						
Autres	38						
Autres	39	120 100	102 553		102 553	102 553	104 377
	40	4 316 300	3 773 768	1 565 362	5 339 130	4 805 790	4 851 144
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	84 700	78 881		78 881	78 881	85 342
Sécurité du revenu	42						
Autres	43		16 445		16 445	16 445	12 919
	44	84 700	95 326		95 326	95 326	98 261
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	662 800	673 005	3 721	676 726	676 726	585 341
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	197 600	197 538		197 538	197 538	117 528
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51		4 054		4 054	4 054	1 462
	52	860 400	874 597	3 721	878 318	878 318	704 331

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite) **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017	2016	
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	49 600	51 276	13 707	64 983	64 983	63 068
Patinoires intérieures et extérieures	54	395 200	323 424	33 835	357 259	357 259	460 142
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 212 600	1 205 075	41 201	1 246 276	1 246 276	273 977
Parcs et terrains de jeux	56	973 900	971 447	221 375	1 192 822	1 193 635	1 311 211
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	8 500	9 185		9 185	9 185	9 659
Autres	59	49 500	24 249		24 249	25 249	64 736
	60	2 689 300	2 584 656	310 118	2 894 774	2 896 587	2 182 793
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	88 500	67 921		67 921	67 921	83 175
Bibliothèques	62	847 000	742 196	26 655	768 851	768 851	728 111
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	25 600	18 961		18 961	18 961	17 664
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65		12 677		12 677	12 677	13 068
	66	961 100	841 755	26 655	868 410	868 410	842 018
	67	3 650 400	3 426 411	336 773	3 763 184	3 764 997	3 024 811
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	990 500	684 226		684 226	759 863	821 265
Autres frais	70	103 200	106 348		106 348	119 320	106 609
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	1 000	216		216	302	263
	73	1 094 700	790 790		790 790	879 485	928 137
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	75	3 952 400	4 040 169	(4 040 169)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	25
Taux global de taxation réel	26
 Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	28
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	28
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	28
Analyse de la dette à long terme consolidée	29
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	30
Analyse de la rémunération non consolidée	31
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	31
Frais de financement non consolidés par activités	32
Rémunération des élus	33
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	34
Questionnaire	35

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice clos le 31 décembre 2017 de la Ville de Lachute (ci-après « la Ville »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Deloitte, S.E.N.C.R.L./s.r.l. (1)
Laval, Québec

(1) CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n°A116671

DATE 2018-06-04

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	15 372 094
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>11 221</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	11 468
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	2 586 166
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	66 724
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>12 707 736</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 170 958 600
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 182 791 100</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 176 874 850</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 0 7 9 8 / 100 \$

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	80 872	80 872	563 215
Usines de traitement de l'eau potable	2	63 837	63 837	47 242
Usines et bassins d'épuration	3		183	66 510
Conduites d'égout	4	135 527	135 527	939 845
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 693 115	1 693 115	1 450 811
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	3 067	3 067	106 030
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10		1 855	2 054
Autres infrastructures	11	151 249	151 249	86 570
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	92 273	92 273	348 224
Édifices communautaires et récréatifs	14	330 804	330 804	438 400
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	612 952	612 952	210 097
Ameublement et équipement de bureau	18	13 859	13 859	56 840
Machinerie, outillage et équipement divers	19	370 060	370 112	25 489
Terrains	20	2 793	2 793	1 825
Autres	21			
	22	3 550 408	3 552 498	4 343 152

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	80 872	80 872	557 009
Usines de traitement de l'eau potable	24	63 837	63 837	47 242
Usines et bassins d'épuration	25		183	66 510
Conduites d'égout	26	135 527	135 527	913 463
Autres infrastructures	27	1 847 431	1 849 286	1 445 158
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			6 206
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			26 382
Autres infrastructures	32			200 307
Autres immobilisations	33	1 422 741	1 422 793	1 080 875
	34	3 550 408	3 552 498	4 343 152

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**Non audité**

		2017	2016
Rémunération	35	203 492	168 405
Charges sociales	36	12 151	12 402
Biens et services	37	3 288 641	4 023 081
Frais de financement	38	46 124	40 237
Autres	39		
	40	3 550 408	4 244 125

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	7 559 702	498 645	678 446	7 379 901
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	18 919 358	3 277 963	1 861 290	20 336 031
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	26 479 060	3 776 608	2 539 736	27 715 932
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	7 410 080	1 088 992	1 641 038	6 858 034
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	7 410 080	1 088 992	1 641 038	6 858 034
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	160 052		10 106	149 946
	14	7 570 132	1 088 992	1 651 144	7 007 980
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	7 570 132	1 088 992	1 651 144	7 007 980
	19	34 049 192	4 865 600	4 190 880	34 723 912
Dettes en cours de refinancement	20 (	)			(
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	34 049 192	4 865 600	4 190 880	34 723 912

Note

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	224 200	166 190	276 515
Autres	3	245 300	232 607	272 755
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	50 600	50 614	61 347
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			26 487
Transport collectif	9			
Autres	10	66 600	66 484	27 433
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	432 600	404 077	12 565
Matières résiduelles	12	187 200	186 107	221 102
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	597 800	524 884	38 608
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	260 300	260 238	193 889
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	171 500	171 478	90 000
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	284 800	244 232	296 595
Activités culturelles	23	5 400	4 907	4 755
Réseau d'électricité	24			
	25	2 526 300	2 311 818	1 522 051

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	19,00	37,50	40 278,00	1 681 740	340 807	2 022 547
Professionnels	2	3,00	35,00	2 000,00	250 512	15 134	265 646
Cols blancs	3	38,00	32,50	70 554,00	1 822 994	400 826	2 223 820
Cols bleus	4	41,00	40,00	83 822,00	1 958 405	417 380	2 375 785
Policiers	5						
Pompiers	6	35,00	3,00	19 875,00	520 810	54 238	575 048
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	136,00		216 529,00	6 234 461	1 228 385	7 462 846
Élus	9	7,00			194 377	39 757	234 134
	10	143,00			6 428 838	1 268 142	7 696 980

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	51 477	9 237	22 398		83 112
Réseau de distribution de l'eau potable	13	24 662	122 433	96 974		244 069
Traitement des eaux usées	14	904				904
Réseaux d'égout	15	15 706	194 256	71 975		281 937
Autres	16	343 586	943 171	109 697	17 600	1 414 054
	17	436 335	1 269 097	301 044	17 600	2 024 076

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	10 352	12 319
	4	10 352	12 319
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	32 567	25 206
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	32 567	25 206
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	253 372	254 995
Enlèvement de la neige	11	21 046	22 807
Autres	12	16 841	17 619
Transport collectif	13	96	96
Autres	14		
	15	291 355	295 517
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	125 353	136 805
Réseau de distribution de l'eau potable	17	83 324	95 615
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	91 484	95 861
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	300 161	328 281
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	87	108
Rénovation urbaine	32	51 305	60 142
Promotion et développement économique	33	12 404	14 812
Autres	34		
	35	63 796	75 062
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	73 547	67 222
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	19 012	19 640
Autres	38		
	39	92 559	86 862
Réseau d'électricité			
	40		
	41	790 790	823 247

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Carl Péloquin	47 482	16 476
Denis Richer	15 456	7 728
Guy Desforges	13 197	6 599
Hugo Lajoie	13 197	6 599
Alain Lanoue	13 197	6 599
Marcelle Lafleur Louis-Seize	13 051	6 526
Mario Beaudin	11 438	5 719
Patrick Cadieux	1 760	880
Serge Lachance	1 760	880

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	) (	) (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 (	) (	) (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 (	) (	) (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 ☒	2 ☐	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☒	4 ☐	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?			
	5 ☒	6 ☐	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?			
	7 ☐	8 ☒	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?			
	9 ☐	10 ☒	11 ☐
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?			
	12 ☐	13 ☒	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?			
	14 ☐	15 ☒	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre			
	16	2 650 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?			
	17 ☒	18 ☐	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017			
	19	31 776 \$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	OUI	NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20	21 ☒
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22 _____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23 _____	\$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 ☒	25
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26 _____	230 697 \$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 ☒	28
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29 _____	11 221 \$
b) autres formes d'aide	30 _____	\$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31 _____	
Facteur comparatif de 2017	32 _____	
Valeur uniformisée	33 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET

34 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au PAERRL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

35 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

36 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

37 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

38 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

39 _____

b) Date d'adoption de la résolution

40 _____

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	38
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	39
Calcul de certains revenus de taxes	40
Taux des taxes	42
Taux global de taxation prévisionnel	43
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	44
Questionnaire	46

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales

Taxe foncière générale	1	9 084 800
------------------------	---	-----------

Taxes spéciales

Service de la dette	2	2 137 800
---------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement	3	
-----------------------------	---	--

Activités d'investissement	4	
----------------------------	---	--

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette	5	1 122 600
---------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement	6	1 395 000
-----------------------------	---	-----------

Activités d'investissement	7	
----------------------------	---	--

Autres	8	
--------	---	--

	9	13 740 200
--	---	------------

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau	10	1 436 600
-----	----	-----------

Égout	11	
-------	----	--

Traitement des eaux usées	12	
---------------------------	----	--

Matières résiduelles	13	1 024 800
----------------------	----	-----------

Autres

- Contrôle insectes piqueurs	14	181 800
------------------------------	----	---------

-	15	
---	----	--

-	16	
---	----	--

Centres d'urgence 9-1-1	17	58 700
-------------------------	----	--------

Service de la dette	18	
---------------------	----	--

Activités de fonctionnement	19	
-----------------------------	----	--

Activités d'investissement	20	
----------------------------	----	--

	21	2 701 900
--	----	-----------

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative

	22	
--	----	--

Autres	23	
--------	----	--

	24	
--	----	--

	25	2 701 900
--	----	-----------

	26	16 442 100
--	----	------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	99 900
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	1 700
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	101 600

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	316 000
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	552 400
	9	868 400

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	970 000

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	23 300
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	900
Taxes d'affaires	17	
	18	24 200

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	66 400
	21	66 400

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	1 500
	24	1 500
	25	1 062 100

557

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 880 149 550	X 5 0,5090 /100\$	6 4 479 900				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 76 752 786	X 8 0,5850 /100\$	9 449 000				
Immeubles non résidentiels	10 143 666 686	X 11 1,8490 /100\$	12 2 656 300				
Immeubles industriels	13 56 064 396	X 14 2,1860 /100\$	15 1 225 500				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19 19 482 400	X 20 0,7560 /100\$	21 147 200				
Immeubles agricoles	22 24 949 250	X 23 0,5090 /100\$	24 126 900				
Total			25 9 084 800	26 ()	27 ()	28	29 9 084 800
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 1 201 065 068	X 31 0,1780 /100\$	32 2 137 800				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54 2 137 800	55 ()	56 ()	57	58 2 137 800

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13	X 14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19	X 20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22	X 23 /100\$	24				
Total			25	26 (.....)	27 (.....)	28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54	55 (.....)	56 (.....)	57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 (.....)	63 (.....)	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)
Par unité de logement

Eau	1	1 9 0 , 0 0 \$
Égout	2	, \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	, \$
Matières résiduelles	5	1 1 0 , 0 0 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau pour piscine	65,0000	7	par piscine
Déchetterie	30,0000	7	par logement
Contrôle des insectes piqueurs	25,0000	7	par logement
Égouts	0,0550	1	
Assainissement des eaux usées	0,0950	1	
Dette générale	0,1780	1	
Dette générale aux propriétés annexées	0,0190	1	
Dette secteur semi-urbain	0,0520	1	
Dette secteur urbain	0,0950	1	
Eau compteur (de 227 m³ à 11 131 m³)	0,3830	7	par mètre cube (m³)
Eau compteur (de 11 131 m³ à 11 359 m³)	0,4402	7	par mètre cube (m³)
Eau compteur (excédent de 11 359 m³)	0,4952	7	par mètre cube (m³)

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	16 442 100
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	12 058
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	2 844 027
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	58 700
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>13 527 315</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 1 201 065 068

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 1263 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	2 902 300	1 325 300		181 900	585 600	171 300
De secteur	2	299 900	117 500		40 800	160 900	52 300
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	459 600	180 100		2 900	154 300	25 400
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	3 661 800	1 622 900		225 600	900 800	249 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	6 021 200	25 300	9 700	11 222 600
De secteur	10	1 833 700	11 300	1 200	2 517 600
Autres	11				
 Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13	1 808 000	11 100	1 800	2 643 200
 Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	9 662 900	47 700	12 700	16 383 400

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 ☒	2 ☐	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 ☐	4 ☒	5 ☐
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 ☐	7 ☒	8 ☐
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 ☐	10 ☒	11 ☐
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 ☐	13 ☒	14 ☐
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 ☐	16 ☒	17 ☐
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 ☐	19 ☒	20 ☐
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 ☐	22 ☒	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 ☒	24 ☐	
Si oui, indiquer le montant.	25	134 601 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	23 672 500 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	2 515 500 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	1 000 300 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	\$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 380 rue Principale
(no) (rue)
Lachute J8H 1Y2
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 562-3781
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 562-1431
(ind. rég.) (numéro)

Courriel

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Geneviève Lachance, CPA, CMA

Téléphone (450) 562-3781
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 562-1431
(ind. rég.) (numéro)

Courriel glachance@ville.lachute.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 2540 boul. Daniel-Johnson, Bureau 210
(no) (rue)
Laval H7T 2S3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 978-3500
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 382-4984
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jotremblay@deloitte.ca

Responsable du dossier Joëlle Tremblay, CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom

Titre

Adresse
(no) (rue)
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur
(ind. rég.) (numéro)

Courriel

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Geneviève Lachance , atteste que le rapport financier consolidé
de Lachute pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire,
a été déposé à la séance du conseil du 2018-06-04 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont
détenues par Lachute .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Lachute consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée
appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que
Lachute détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue
selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de (616 713) \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de 1,0798 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-06-01 15:08:21

Date de transmission au Ministère :